

Entretien avec Magdalena Martullo-Blocher

«En Suisse, les Républicains ne travaillent qu'avec l'UDC»

La vice-présidente de l'UDC prône un accord de libre-échange avec les États-Unis, excluant les produits agricoles.

Larissa Rhyn
Mario Stäubli

À peine Donald Trump élu, Magdalena Martullo-Blocher a demandé à la Suisse de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis.

La patronne d'Ems-Chemie, qui emploie 2700 personnes, explique comment elle a déjà négocié ce sujet pendant le premier mandat de Trump. Elle justifie également pourquoi elle s'oppose au paquet de traités européens, bien que son entreprise soit étroitement liée à l'économie de l'UE.

Madame Martullo, vous demandez un accord de libre-échange entre les États-Unis et la Suisse. Il y a déjà eu plusieurs tentatives, mais elles ont toutes échoué. Pourquoi les choses devraient-elles être différentes?

Par le passé, ces tentatives ont toujours échoué en raison de l'agriculture. Les États-Unis ont une grande agriculture, mais nous ne voulons pas de libre-échange dans ce domaine. L'UDC et notre famille ont toujours fait en sorte que nous puissions conclure des accords de libre-échange sans agriculture.

Mais vous le dites vous-même: pour les États-Unis, l'agriculture est un secteur important.

Lorsque Donald Trump est devenu président pour la première fois, mon père, Roger Köppel et moi-même avons rendu visite à l'ambassadeur américain. Trois politiques et des entrepreneurs, cela convenait bien aux Républicains. Nous avons été clairs: chez nous, l'agriculture relève de la «sécurité nationale». Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Suisse a été encerclée et a pu constater l'importance de l'auto-suffisance alimentaire. L'agriculture a pour nous la même importance que l'acier et l'aluminium pour les États-Unis et leur industrie de l'armement. Nous avons souligné que les Suisses ne pouvaient de toute façon pas manger autant de viande de bœuf que les États-Unis voulaient en exporter. Les Américains ont alors dit: «Ah, nous comprenons.»

Qu'il soit aussi facile de le faire si l'on était sur le point de conclure un accord de libre-échange, nous osons en douter.

Nous étions déjà très loin avec les Républicains à l'époque. Ils avaient dit: vous n'êtes pas dans l'UE, vous êtes neutres et vous êtes des entrepreneurs, nous voulons travailler avec vous. Faisons-le. Ueli Maurer est allé en Amérique et a rendu visite au président Trump à la Maison-Blanche - et Trump est venu au FEM. La Suisse a également joué un rôle de médiateur en Iran et a obtenu la libération de prisonniers américains.



«Mon père, Roger Köppel et moi avons rendu visite à l'ambassadeur américain», dit Magdalena Martullo-Blocher en évoquant le déroulement de précédentes négociations avec les États-Unis. RAHEL ZUBER

«Nous avons souligné que les Suisses ne pouvaient de toute façon pas manger autant de viande de bœuf que les États-Unis voulaient en exporter. Les Américains ont alors dit: «Ah, nous comprenons.»

Magdalena Martullo-Blocher, vice-présidente de l'UDC

Mais les discussions ont échoué à l'époque. Pourquoi?

Nous avons rencontré des membres du Congrès et des ministres. Tout était prêt, l'accord devait encore passer au Congrès. Puis le Covid est arrivé, et les élections approchaient. Et les partisans de Trump ont dit: «Maintenant, les démocrates vont tout bloquer de toute façon. Nous le ferons après les élections.» Mais ensuite, Joe Biden a été élu président. Et avec les Démocrates, nous avons dû oublier. Je suis

convaincue qu'avec les Républicains, nous pouvons maintenant reprendre là où nous nous étions arrêtés.

Supposons que l'agriculture soit vraiment exclue: y aurait-il suffisamment d'acteurs en Suisse pour soutenir cet accord de libre-échange?

Bien sûr. Les États-Unis sont le pays vers lequel nous exportons le plus. C'est notre plus grande chance. Pour notre industrie pharmaceutique, les États-Unis sont très importants pour le développement, les autorisations de mise sur le marché et en tant que plus grand marché de vente. C'est également le cas pour d'autres secteurs comme le chocolat, l'horlogerie et l'industrie des machines. Le conseiller fédéral Guy Parmelin a reconnu cette opportunité et soutient activement un accord.

Guy Parmelin s'est récemment montré critique dans une interview accordée au «Matin Dimanche».

Il a entre-temps reconnu que la «sécurité nationale» était l'argument massue pour exclure l'agriculture. Il entamera des discussions dès que Donald Trump sera en fonction.

La Suisse exporte aujourd'hui trois fois plus vers les États-Unis qu'elle n'en importe. Donald Trump ne veut pas d'une balance

commerciale négative. Que pourrait offrir la Suisse?

Nous sommes l'un des plus gros investisseurs directs étrangers aux États-Unis. Nous sommes neutres. Et nous avons déjà supprimé nos droits de douane industriels sur les produits américains.

Tout cela est déjà valable aujourd'hui. Que peut offrir la Suisse en plus?

Bien sûr, cela nous permettrait d'investir encore plus et d'exporter davantage de produits innovants. Une étude a montré à l'époque que cela entraînerait 13'000 emplois en Suisse et 27'000 aux États-Unis. Les Américains s'intéressent aussi à notre formation professionnelle. Et en matière d'intelligence artificielle, l'École polytechnique fédérale de Zurich est à la pointe.

Votre entreprise, Ems-Chemie, profiterait certainement aussi beaucoup d'un tel accord. C'est exact?

Les États-Unis sont notre troisième plus grand marché, après l'Allemagne et la Chine. Nous y avons deux petites usines, et nous exportons principalement depuis la Suisse. Aujourd'hui, les droits de douane renchérissent inutilement nos produits.

Avez-vous déjà pris des mesures concrètes?

Donald Trump n'est pas encore en fonction. Nous sommes en train de rétablir les contacts. En fait, les Républicains ne tra-

vailent en Suisse qu'avec l'UDC. Pour eux, les autres sont à gauche, comme les Démocrates. Avec notre conseiller fédéral Guy Parmelin, nous avons de très bonnes cartes en main. La situation mondiale joue également en faveur de la Suisse.

Qu'entendez-vous par là?

Il y a des blocs géopolitiques: on appartient aux États-Unis, à la Chine ou à la Russie. Avec la Suisse, tout le monde peut conclure des contrats sans souci, parce que nous sommes neutres. Nous avons pu conclure avec l'Indonésie et l'Inde, le Mercosur a terminé ses négociations. Les accords avec le Japon, la Chine et la Corée du Sud vont maintenant être modernisés. La Thaïlande est également prête. Tous veulent commercer avec nous. Le conseiller fédéral Guy Parmelin et la secrétaire d'État Helene Budliger s'en sortent extrêmement bien.

La Suisse est aussi opportuniste. Elle est prête à mettre les droits de l'homme en Chine au second plan.

Pas du tout! Ces questions sont en fait traitées en dehors des accords de libre-échange. Nous sommes le seul pays à avoir institutionnalisé un dialogue sur les droits de l'homme avec la Chine. Et il semble actuellement que nous puissions même intégrer un passage sur le droit du travail et l'environnement dans l'accord de libre-échange modernisé.

C'est vers l'Allemagne qu'EMS-Chemie exporte le plus. Cela signifie que cela doit aussi vous intéresser que la Suisse ait une bonne relation avec l'UE.

Oui. Nous avons plus de 280 accords bilatéraux en cours. Le fait que nous devions maintenant adopter le droit de l'UE chez nous n'est ni habituel ni utile pour la Suisse. Imaginez que nous ayons adopté le droit indien avec l'accord commercial indien!

Si vous exportez vers l'UE avec votre entreprise, vous devez de toute façon respecter les directives.

Non, nous devons simplement être conformes, sans tout ce fatras de bureaucratie. L'industrie allemande émigre actuellement à cause de la surréglementation centralisée - on assiste à un véritable exode. Je ne veux pas de récession en Suisse. Les chefs d'entreprise de grandes sociétés me disent (*parle du suisse allemand au Hochdeutsch*): «Chez nous, en Allemagne, on n'investit plus.» De nombreux employés me disent: «J'aimerais bien travailler en Suisse à cause de mes enfants. Je ne vois plus d'avenir en Allemagne.» Alors je demande: «Pourquoi donc?» Et ils répondent: «Mauvaise éducation, mauvaise infrastructure, faible revenu disponible. La politique mène l'Allemagne dans le mur. C'est la politique allemande, mais aussi la politique européenne. C'est terrible!»

Vous voulez donc conclure des accords de libre-échange avec autant de pays que possible pour pouvoir dire: «Regardez, nous n'avons pas besoin de l'UE.»

Non, nous voulons commercer avec tous, mais pouvoir décider nous-mêmes de nos lois et rester indépendants.